

LE SECTEUR INFORMEL EN ALGERIE : AMPLEUR ET RAISONS D'ETRE

Bensaoula Sarah – Doctorante - GREFiP

Université de Tlemcen

Résumé :

L'économie informelle reste un phénomène mondial qui touche plusieurs pays et plusieurs régions dans le monde. Son poids par rapport à l'économie formelle est d'autant plus important qu'il concurrence sérieusement ce secteur. Il est cependant évident que dans le cadre de la mondialisation, le rôle et le poids de cette économie diffère d'un pays à un autre et revêt un caractère plus important en période de crise. En cette période, les emplois du secteur formel ont tendance à diminuer, à cause du ralentissement de l'activité économique. Le dilemme posé est de savoir s'il faut éradiquer cette économie et se trouver confronté à des problèmes sociaux importants, ou alors accepter le phénomène pour une meilleure stabilité sociale et perdre ainsi des revenus fiscaux importants pour le développement du pays.

Mots clés : *secteur informel, économie informelle, secteur non structuré, pays en développement, Tlemcen.*

Classification Jel : A10, O17.

الملخص :

لا يزال الاقتصاد الغير الرسمي يعتبر ظاهرة عالمية تؤثر على العديد من البلدان والمناطق في العالم. و تجدر الاشارة الى أن حجم هذا القطاع اضافة الى المنافسة الحادة الموجودة بين الاقتصاديين الرسمي و الغير الرسمي يشكلان موضوع ذات أهمية خاصة. و لهذا فمن الواضح أنه في سياق العولمة، يختلف دور و ثقل هذا الاقتصاد الغير الرسمي من بلد إلى آخر. ففي فترات الأزمات، تقل فرص العمل في القطاع الرسمي بسبب التباطؤ في النشاط الاقتصادي و بالتالي تطرح الاشكالية هنا ما إذا كان يجب القضاء على هذا الاقتصاد و هنا سنواجه مشاكل اجتماعية هامة، أو قبول هذه الظاهرة لضمان استقرار اجتماعي أفضل و فقدان الدولة في الوقت نفسه إيرادات ضريبية هامة لتنمية البلاد.

كلمات البحث: القطاع غير الرسمي، الاقتصاد غير الرسمي، القطاع الغير المنظم، بلد في طريق النمو، تلمسان.

1. Introduction :

Le concept de «secteur informel» est apparu officiellement pour la première fois dans le rapport du BIT au Kenya en 1972. L'une des principales conclusions de ce rapport fut que, dans les pays en développement comme le Kenya, le véritable problème social n'était pas le chômage mais l'existence d'une partie de la population active qui travaille durement pour produire des biens et services sans que son activité soit pour autant reconnue, enregistrée, protégée ou réglementée par les pouvoirs publics. L'existence de ce secteur est due à l'incapacité des autres secteurs de l'économie de procurer du travail et un revenu suffisant à cette population qui ne cesse de croître. Les définitions de l'informel dépendent de l'objectif poursuivi par les auteurs et elles ont largement évolué depuis les années 50 au cours desquelles les premiers signes d'une « informatisation » apparaissent. Les recherches des années 50 analysent l'exode rural comme un passage du secteur non capitaliste et rural (le secteur traditionnel) vers une prolétarisation (le secteur moderne). Face à la complexité du phénomène, chaque auteur ou institution va en fait tenter de donner sa définition. Au sens large et au plan macro-économique, les activités informelles « recouvrent l'ensemble des ressources - biens et services marchands et non marchands – qui participent de trois modalités de production et d'échange : les activités non déclarées rémunérées, la production domestique, l'entraide ». Au sens strict, il faudrait distinguer les biens et services marchands des non marchands issus de la production domestique et de l'entraide. Il est admis, de nos jours, que les activités du secteur informel occupent une place importante dans la création d'emplois, l'acquisition des qualifications, la distribution des revenus et les modes de productions et de consommations. Ces activités produisent des biens et services pour des populations à faibles revenus, dans l'impossibilité d'accéder aux services ou aux formes de redistributions étatiques. Dans l'Algérie, le nombre élevé de petits métiers et d'activités de rue qui se développent frappe souvent l'observateur. Des artisans concentrés dans des quartiers par métiers, des transporteurs, des petits ateliers de réparation auto, de plomberie, des maçons, des femmes de ménages, marchands ambulants etc. Ces activités jouent un rôle important dans le fonctionnement économique mais aussi dans la régulation sociale du pays.

La problématique :

La problématique de ma présente recherche se propose de donner une vue d'ensemble sur le secteur informel, son ampleur, sa nature, ses déterminants, et donc savoir dans quel contexte ce secteur il s'est consolidé, quelles sont ses potentialités, quelles sont les contraintes qu'il vit et ses dynamiques ? Il se propose enfin de se pencher sur les relations de l'informel et de l'État et sur les

perspectives d'évolution.

2. ORIGINE ET DÉFINITIONS DU CONCEPT : AUX SOURCES D'UN MALENTENDU

Le concept de secteur informel a fait son apparition dans la théorie économique du développement avec les premiers travaux du Programme mondial de l'Emploi entrepris par le Bureau international du Travail au début des années 70. Si Keith Hart (1971) fut le premier à employer ce terme, c'est véritablement le rapport du BIT sur le Kenya qui lança et vulgarisa le concept.¹

A cet effet, une multitude de définitions ont été attribuées au secteur informel, selon les régions et les pays. Pour le cerner de façon relativement générale, retenons les principales caractéristiques de ces 71 secteurs, proposés dans le rapport du BIT de 1991 : «Nous appellerons «secteur non structuré», les très petites unités de production et de distribution de biens et services implantées dans les zones urbaines. Ces unités appartiennent essentiellement à des travailleurs indépendants qui emploient parfois une main-d'œuvre familiale, voire quelques salariés ou apprentis. Elles ne disposent, au mieux, que de capitaux rudimentaires et d'une main-d'œuvre peu qualifiée, si bien que leur productivité est faible ; elles ne procurent généralement à ceux qui en vivent que des revenus minimes et très irréguliers et un emploi des plus instables». A partir de 1993, le BIT propose une définition claire, précise et universelle. En dehors de cette notion générale, l'ampleur du secteur informel varie d'un pays à l'autre selon les régions et la structure économique. En dépit des spécificités propres à chaque pays, nous allons essayer d'énoncer les caractéristiques de la situation du secteur informel en Algérie. La définition standard de l'informel selon le BIT (1993) est composée de cinq points :

- La population occupée comprend toutes les personnes qui, durant une période de référence donnée, étaient pourvues d'un emploi dans une unité économique appartenant au secteur informel tel que défini ci-après.
- Le secteur informel est constitué d'un groupe d'unités économiques qui appartiennent, en tant qu'entreprises individuelles, au secteur des ménages selon les définitions du système de comptabilité des Nations Unies. Pour des raisons pratiques, ces entreprises individuelles du secteur des ménages peuvent être distinguées des autres (sociétés et quasi-sociétés) sur la base de leur non-enregistrement en tant que sociétés ou à des fins fiscales ou de comptabilité nationale, car elles ne tiennent pas une comptabilité complète.

¹ -Jacques CHARMES-Economiste de ORSTO TOM auprès du Service de Coopération de l'INSEE, Paris -Revue Tiers Monde, t. XXVIII, no 112, Octobre-Décembre 1987-DEBAT ACTUEL SUR LE SECTEUR INFORMEL-page : 855.

- Le secteur informel comprend toutes les entreprises familiales n'employant aucun salarié permanent. Cette définition correspond à la catégorie des indépendants dans la nomenclature des situations dans la profession.
- La définition du secteur informel peut, en fonction des contextes nationaux, être étendue aux microentreprises, c'est à dire aux entreprises individuelles qui emploient des salariés réguliers mais sur une échelle qui reste inférieure à un niveau défini par la taille en nombre de salariés permanents.
- Enfin, pour des raisons pratiques, il peut être utile de limiter le champ du secteur informel aux unités économiques qui produisent des biens et services pour le marché en dehors de l'agriculture, de la chasse, de la pêche et de la forêt.²

Après un débat qui a duré plus de vingt ans, la définition de l'informel a été tranchée au niveau de la Conférence Internationale des Statistiques du Travail en 1993. C'est pourquoi nous disons qu'il n'y a pas un problème de définition du secteur informel mais plutôt de son observation et de sa mesure. D'ailleurs la tendance actuelle est de parler d'économie non observée en général [OCDE, 2002]. Le secteur informel n'est qu'une partie de cette dernière.³

3. L'économie informelle dans un pays en développement (l'Algérie) :

L'Algérie ne déroge pas à la réalité décrite ci-dessus et se caractérise à l'instar des autres pays en développement par un secteur informel important et croissant : 21,8% de l'emploi total non agricole durant la période 1975-1979, 25,6% en 1985-1989 et 41,3% durant la période 2000-2007.

Le modèle de développement adopté juste après l'indépendance du pays, basé sur des investissements massifs à forte création d'emplois dans les secteurs de l'industrie et du BTP, avait quasiment occulté l'existence du secteur informel, confiné dans la sphère de la distribution. La crise économique qui éclate au grand jour à la fin des années 1980 et les réformes économiques libérales qui s'en étaient suivies et qui s'intensifient et s'accélèrent dans le cadre de l'application du programme d'ajustement structurel (1994-1998) révèlent et induisent une expansion du secteur et de l'emploi informels.

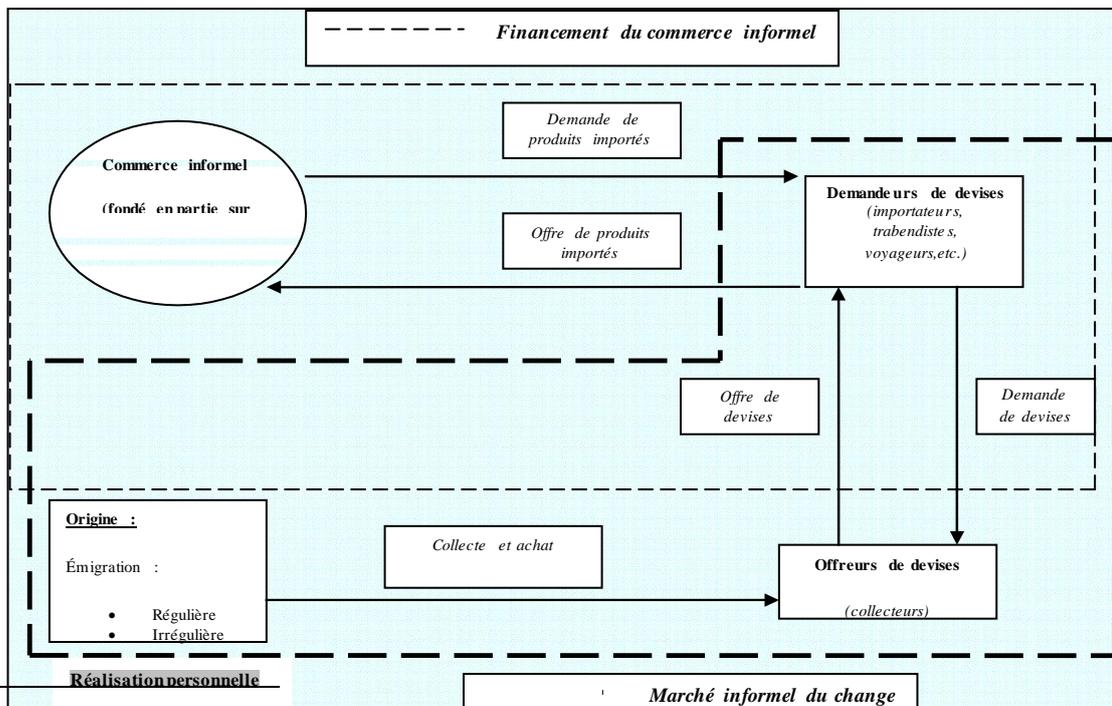
En dépit de son poids significatif dans l'économie nationale et de son caractère structurel, le secteur informel en Algérie, comme indiqué précédemment, est globalement peu étudié. Les travaux scientifiques et universitaires sont peu abondants et la recherche est globalement peu

² -Nacer-Eddine HAMMOUDA-« secteur et emploi informel en Algérie »-Maître de Recherche, CREAD, Alger-page : 90.

³ -OCDE, « Handbook for measurement of the non-observed economy », Paris, année: 2002.

avancée dans ce domaine. Bounoua [1995] note à ce propos que « la littérature algérienne consacrée à l'économie informelle demeure lacunaire du point de vue de l'analyse comme du point de vue de l'évaluation du phénomène ». Cette économie parallèle se caractérise par l'existence d'un marché noir des biens et services et d'un marché parallèle des devises. Il s'agit en fait d'activités de spéculation sur tous les biens rares fournis ou contrôlés par l'Etat (biens de consommation, matières premières, devises...). Le développement de cette économie de spéculation s'explique par le poids écrasant des réglementations bureaucratiques ainsi que les rigidités et les dysfonctionnements du système d'économie administrée dans son ensemble. Ces petites activités informelles qui étaient déjà très présentes et parfaitement visibles dans la société (Cf. enquêtes MOD et « emplois et salaires » de l'ONS [1999]), vont connaître dans les années 1990 une expansion remarquable, suite notamment à l'application du programme d'ajustement structurel, qui s'est soldée par des compressions massives d'emplois dans le secteur public économique et par une chute du pouvoir d'achat des ménages. Ces activités informelles, notamment dans le secteur du petit commerce, les services aux ménages, le BTP et la branche textile et confection, constituent pour certains un moyen de compensation de la baisse du pouvoir d'achat dans le contexte de la crise (pluriactivité, travail à domicile...) et pour d'autres une alternative face au chômage et à la précarité (travailleurs victimes de licenciements, jeunes chômeurs...)⁴

L'effet d'entraînement du commerce informel



⁴ - Youghourta BELLACHE-« l'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages »-thèse de doctorat-université de Bejaia-page : 11.

Source : Saïd Chakour, Céile Perret. Le commerce informel en Algérie. Critique économique : La revue des économistes critiques, IMIST, Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Maroc, 2007, p.06

Il convient alors de s'interroger sur les raisons incitatives pouvant justifier ces pratiques.

Les demandeurs de devises sur le marché parallèle sont généralement des importateurs de produits vestimentaires et cosmétiques agissant dans l'informel. Les offreurs sont des spéculateurs qui collectent les devises via les voies informelles pour les offrir par la suite sur le marché. La contribution des émigrés en situation irrégulière peut également être significative dans la mesure où la quasi-totalité de cette frange d'émigrés qui travaille pour financer des projets personnels en Algérie (construction de maisons, etc.) et, à cet effet, préfère transférer la devise au « Bled » en empruntant toutes les voies possibles. L'une d'elles est l'utilisation de ce que nous avons nommé le « change informel différé » qui peut fonctionner dans le sens Algérie-France ou France-Algérie. Par exemple, pour pallier les entraves douanières et le contrôle de l'Etat, de nombreux Algériens préfèrent, sur la base d'un compromis, acheter la devise en Algérie et régler l'offreur (un émigré en visite en Algérie par exemple) une fois en France. Il s'agit là d'une opération différée. Le « marché informel différé » est notamment caractérisé par :

- un règlement différé,
- une relation du type « connaissance » (famille, voisins, amis, etc.) entre l'offreur et le demandeur,
- un risque nul pour les deux protagonistes,
- et le fait qu'il soit fondé sur la confiance (pour pallier le manque de garanties certains optent cependant pour des certificats de reconnaissance de dettes).⁵

4. Quelles perspectives et politiques en direction de l'informel?

Le secteur informel ne sera sans doute pas appelé à disparaître de sitôt. La croyance que la modernisation de l'économie et la diffusion du développement finiraient par absorber, selon un mécanisme spontané, le croît de main d'œuvre est de plus en plus infirmé. Le développement n'est ni linéaire, ni continu et se heurte à des retournements, des bifurcations. Une dynamique à la fois

⁵- Saïd Chakour, Céile Perret. Le commerce informel en Algérie. Critique économique : La revue des économistes critiques, IMIST, Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Maroc, 2007, p.06 et 07

d'hétérogénéité, d'expansion et de saturation constituera encore des traits marquants. L'avenir de ce secteur soulève nombre de questions. S'agit-il de substituer le formel à l'informel ou de renforcer leur complémentarité ? Faut-il réglementer ou au contraire libéraliser ? Est-ce qu'il est plus judicieux d'agir directement sur le micro entreprises informelles en privilégiant l'action sur l'offre (accès au crédit, aux matières premières...) ou mener des actions sur la demande et donc sur l'environnement ? Quelles politiques sociales et fiscales appropriées en direction de l'informel ? L'hétérogénéité du secteur informel appelle une hétérogénéité des stratégies, consistant à agir sur plusieurs volets et selon les catégories et les strates de l'informel ; les mieux lotis (employeurs, les catégories relativement plus structurées...) ou les moins bien pourvus (les travailleurs non qualifiés, les femmes et les enfants...). Les actions devraient être différenciées selon le haut de gamme ou le bas de gamme, la strate évolutive ou la composante involutive de l'informel, les micros entreprises et la main d'œuvre.⁶

5. Aspects positifs et négatifs de la sphère informelle :

a. Les aspects positifs :

- Le secteur informel assume la fonction de tampon social : il assure un emploi et des revenus. Les activités du secteur informel, unique option de travail pour de nombreuses personnes, assurent la survie et freinent les effets de la pauvreté engendrés par l'incapacité du secteur formel à créer des emplois.
- l'accès est facile, sans obstacle ; ces activités ne requièrent pas une formation élevée.
- le secteur informel, notamment dans la production, permet d'acquérir les connaissances nécessaires à l'exercice de ces activités.
- la majeure partie des activités ne nécessitent que fort peu de capitaux de départ, contrairement aux activités dans le secteur formel. La difficulté d'accès au financement représente une grande entrave à la formalisation.

b. Les aspects négatifs :

- les barrières financières : les personnes qui entament des activités du secteur informel ne disposent pas de garanties qu'exigent les banques pour octroyer un prêt et sont contraintes de recourir au crédit informel où les intérêts sont nettement plus élevés.
- le non-respect ou la non-application des normes de travail relatives au salaire minimum, aux horaires, à la sécurité, et d'autres normes sociales ayant trait au système de santé sociale et à la retraite.
- la privation de l'État de ressources le développement de l'évasion fiscale généralisée.

⁶ - Rajaa Mejjati Alami- « le secteur informel au Maroc »- p : 447.

Outre ses conséquences au plan fiscal, il convient d'en relever d'autres aux plans économique et social, notamment le non-rapatriement des devises, la thésaurisation, la rétention de stocks, la fixation de prix fantaisistes, entraînant un profond dérèglement des fondations de l'économie nationale.

- le secteur informel favorise la corruption : plus la taille de l'économie informelle est conséquente, plus la corruption s'étend, s'élève aux plus hauts niveaux et affecte l'esprit d'entreprise et le goût du risque qui reculent lorsque les taux d'informalité sont élevés.⁷

Selon les rapports du FMI et de l'OIT, les taux d'informalité varient considérablement d'un pays à l'autre, allant de 30 % dans divers pays d'Amérique latine à plus de 80 % dans certains pays d'Afrique subsaharienne ou d'Asie du Sud-Est. Les analyses de l'impact de l'ouverture du commerce sur la taille de l'économie informelle laissent penser que les effets de cette ouverture sur l'informalité dépendent d'une façon cruciale de la situation propre à chaque pays et de la conception des politiques commerciales et internes : les économies plus ouvertes tendent à connaître une moindre incidence de l'emploi informel.

Si les effets à court terme des réformes commerciales peuvent être associés dans un premier temps à une augmentation de l'emploi informel, les effets à long terme vont dans le sens d'un renforcement de l'emploi dans le secteur formel, à condition que les réformes commerciales soient plus favorables à l'emploi et que de bonnes politiques internes soient en place.⁸

6. Les mesures visant à réduire le secteur informel :

Prenant conscience de l'ampleur et de la croissance du secteur informel dans l'économie, les autorités ont entrepris ces dernières années, particulièrement depuis le milieu des années 2000, une série de mesures destinées à réduire les activités et les pratiques informelles. Celles-ci se déclinent en mesures réglementaires visant un meilleur contrôle des activités et en mesures incitatives, aussi bien sur le plan fiscal que réglementaire, pour encourager l'enregistrement des activités. Pour réduire l'ampleur du secteur informel en vue de l'intégrer dans les économies nationales, de nombreuses mesures peuvent être envisagées. Toutes doivent prendre en compte le fait que le secteur informel est avant tout un substitut au manque d'offre de travail et que la concurrence déloyale qu'il mène au secteur formel handicape sérieusement le développement économique des pays. L'État doit sur ce plan procéder à la normalisation et la réglementation des réseaux de

⁷- Wallace, Claire, Latcheva, Rossalina: "Economic Transformation Outside the Law: Corruption, Trust in Public Institutions and the Informal Economy in Transition Countries of Central and Eastern Europe (2006)", Europe-Asia Studies / Routledge, Vol.58.

⁸- Hernando de Soto – « L'essence de la sphère informelle au niveau du Tiers Monde » -Economie de Marché- Etat de Droit et bonne gouvernance-Dar El Gharb -Algérie- année : 2004- Champs, 2005.

distribution. La normalisation des marchés, la mise en place de marchés de gros, la simplification des mesures d'enregistrements et de l'ensemble des procédures administratives, ainsi que l'élaboration d'une fiscalité adaptée, sont les défis et les plus claires cibles à relever. Mais il faudra aussi se pencher sur le niveau élevé des tarifs douaniers et la complexité des structures tarifaires, à promouvoir des investissements dans le transport et les autres chaînes logistiques subsidiaires.

L'éducation en général est la première étape pour réussir la transition vers le secteur formel. Les liens entre illettrisme et emploi non déclaré ne sont plus à démontrer. L'accent doit être mis particulièrement sur l'alphabétisation des femmes. La capacité à développer l'acquisition de qualifications professionnelles par le développement de titres professionnels et l'apprentissage sera là aussi au cœur de la problématique ainsi que la mise en valeur pour certains de leur potentiel entrepreneurial.⁹

7. Le secteur informel à la wilaya de Tlemcen :

Cette partie a pour objet de présenter et d'analyser les premiers résultats d'une enquête menée, dans la wilaya de Tlemcen en 2012, auprès d'un échantillon de 550 ménages dans le but d'appréhender la réalité du secteur informel et de cerner ainsi ses principales caractéristiques ainsi que son poids relatif en termes d'emplois. Le questionnaire est structuré en 3 modules soit un total de 65 questions et selon un système de filtres par arborescence. L'enquête a débuté officiellement le 09/09/2012 et s'est prolongé jusqu'au 28/11/2012. Celle-ci a été précédée de deux séances de formations de deux heures chacune durant le mois de juin 2012. Sept enquêtrices et un enquêteur ont participé à l'enquête. La deuxième étape fut celle de la vérification des questionnaires, 15 questionnaires ont été invalidés pour cause d'incohérence. Enfin, la troisième étape concernait la saisie des 550 questionnaires validés sur le logiciel Access.

L'enquête a porté sur 550 ménages, soit 2790 individus dont 923 actifs non agricoles ; les salariés (cadres et employés) représentent plus de la moitié des actifs (64,57%) ; les employeurs et les indépendants représentent le tiers des actifs (36,61%) ; on a également comptabilisé 16 tacherons, 7 aides familiaux et 3 apprentis.

- Taille du secteur informel : En nous basant sur la définition du BIT (1993), le secteur informel englobe 400 individus dont 151 employeurs et indépendant (y compris les travailleuses à domicile) et 249 salariés. L'emploi total non agricole étant de 942 actifs, le secteur informel représente donc 42,46% de l'emploi total non agricole.

⁹ - Abderrahmane Mebtoul- « Le Maghreb face au poids de la sphère informelle »-Décembre 2013-page : 23 et 24.

Le deuxième objectif de cette enquête était de voir si le secteur informel est un secteur de subsistance ou au contraire un secteur dynamique en pleine croissance. A cette fin, nous nous basons sur la comparaison de 3 critères entre le secteur formel et informel à savoir le chiffre d'affaire, le niveau d'instruction et la taille des entreprises.¹⁰

Le chiffre d'affaire : Globalement les chiffres d'affaires dans le secteur informel sont faibles comparés à ceux du secteur formel. Près d'un tiers (30,46%) des actifs du secteur informel dispose d'un CA inférieur au salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG). On constate également que l'inégalité du revenu est plus répandue dans le secteur formel que dans le secteur informel. Le tableau ci-dessous retrace la répartition du chiffre d'affaire dans les deux secteurs selon le SMIG.

Tableau 01 : répartition du chiffre d'affaire par tranche dans le secteur formel et informel

CA annuel par intervalle	% dans le secteur formel	% dans le secteur informel
Inférieur au SMIG annuel (inférieur à 216000)	4,54	30,46
Entre une et deux fois le SMIG (216000-432000)	23,48	29,13
Entre deux fois et quatre fois le SMIG (432000-864000)	36,36	19,20
Supérieur au quadruple du SMIG (supérieur à 864000)	35,6	20,52

Source : Résultat de l'enquête.

- Le niveau d'instruction : Un tiers des actifs formels a un niveau d'instruction supérieur alors que seul 1/10 en dispose dans le secteur informel. 32,45 % des employeurs et indépendants ont un très faible niveau d'instruction (aucun ou primaire), cet inconvénient peut expliquer leurs difficultés d'accès au marché du travail formel.
- Taille de l'entreprise : Les microentreprises sont largement dominantes dans les deux secteurs formel et informel. 123 sur 130 dans le secteur formel et 150 sur 151 dans le secteur informel

¹⁰ - Imène Klouche, Samira Khendek- « Le secteur informel en Algérie : évolution, caractéristiques et facteurs explicatifs »-page : 06- Université de Tlemcen.

dont 97 n'emploient aucun effectif (auto-emploi).

Il apparait ainsi au regard de ces 3 critères (niveau des revenus, niveau de capital humain approximé par le niveau d'instruction et la très petite taille des unités productives) que le secteur informel se caractérise par des faibles performances qui font de lui un secteur plutôt de subsistance.¹¹

Conclusion :

L'emploi informel en Algérie occupe désormais une place incontournable dans l'économie du pays. Il occupe aussi une frange importante de la jeunesse et apaise du coup les grandes tensions sociales en permettant à une part importante de la population d'acquérir des revenus qui peuvent être importants dans certaines activités. Ces activités non déclarées échappent à toute imposition fiscale, mais ne bénéficient d'aucune couverture sociale, ni de régime de retraite. Les pouvoirs publics sont conscients de la situation et une réglementation stricte est en vigueur pour combattre ce phénomène. Cependant son application est très laxiste et les autorités préfèrent laisser faire au vu des difficultés à créer un nombre d'emplois formels suffisant pour assurer un équilibre entre l'offre et la demande d'emplois dans le marché du travail. Ce laxisme permet d'éviter des conflits sociaux majeurs qui peuvent se transformer en véritables soulèvements. Il permet aussi d'assurer la production d'une richesse non programmée dans les circuits officiels en jouant un rôle majeur dans la formation du PIB. Il permet par ailleurs d'assurer une certaine forme de développement social par la formation des travailleurs à certains métiers, dans ces activités informelles. Le secteur informel a tendance à être progressivement assimilé à des activités formelles du moins dans le comportement de l'Etat. Mais le laxisme n'est pas le seul facteur explicatif de l'importance du phénomène. Il faudrait prendre en compte toutes les faiblesses de l'environnement institutionnel, conjuguées aux divers maux qui s'installent progressivement dans la société telles que la bureaucratie, la corruption... Aujourd'hui, ce secteur ne se cache plus. La discussion sur le sujet au niveau de la 15ème conférence internationale des statisticiens du travail en 1993, a utilisé le terme de « clair de lune » pour désigner ces activités. Le représentant du Kenya corrigea le terme pour son pays en utilisant le terme de « sous le soleil brulant ». C'est peut être aussi le cas pour l'Algérie d'aujourd'hui.

¹¹ - Imène Klouche, Samira Khendek- « Le secteur informel en Algérie : évolution, caractéristiques et facteurs explicatifs »-op.cit.- page : 06.

Bibliographie :

- Jacques CHARMES-Economiste de ORSTO TOM auprès du Service de Coopération de I IN SEE, Paris-Revue Tiers Monde, t. XXVIII, no 112, Octobre-Décembre 1987-DEBAT ACTUEL SUR LE SECTEUR INFORMEL-page : 855.
- Nacer-Eddine HAMMOUDA-« secteur et emploi informel en Algérie »-Maître de Recherche, CREAD, Alger-page : 90.
- OCDE, « Handbook for measurement of the non-observed economy », Paris, année : 2002.
- Youghourta BELLACHE-« l'économie informelle en Algérie, une approche par enquête auprès des ménages »-thèse de doctorat-université de Bejaia-page : 11.
- Said Chakour, Ceile Perret. Le commerce informel en Algérie. Critique économique : La revue des économistes critiques, IMIST, Service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France au Maroc, 2007, p.06 et 07
- Rajaa Mejjati Alami- « le secteur informel au Maroc »- p : 447.
- Wallace, Claire, Latcheva, Rossalina: Economic Transformation Outside the Law: Corruption, Trust in Public Institutions and the Informal Economy in Transition Countries of Central and Eastern Europe (2006) , Europe-Asia Studies / Routledge, Vol.58
- Hernando de Soto – « L'essence de la sphère informelle au niveau du Tiers Monde » -Economie de Marché- Etat de Droit et bonne gouvernance-Dar El Gharb -Algérie- année : 2004- Champs, 2005.
- Abderrahmane Mebtoul- « Le Maghreb face au poids de la sphère informelle »-Décembre 2013-page : 23 et 24.
- Imène Klouche, Samira Khendek- « Le secteur informel en Algérie : évolution, caractéristiques et facteurs explicatifs »-page : 06- Université de Tlemcen.

- Hammouda, N. (2002) Secteur et emploi informels en Algérie : définitions, mesures et méthodes d'estimation. Cahiers du GRATICE, 22, Université Paris XII, 61-94.
- BIT. (1972) Employment, Incomes and Equality. A Strategy for Increasing Productive Employment in Kenya, ILO, Genève.
- BIT. (1993) Rapport pour la 15ème Conférence Internationale des Statisticiens du Travail, Bureau International du Travail, Genève, 19-28 janvier.
- BIT. (2002) Travail décent et économie informelle, Conférence Internationale du Travail, 87ème session, Bureau International du Travail, Genève.